
La note de KBC en baisse : logique...

AvC

Mis en ligne le 22/09/2011

En cause : l'incertitude sur le remboursement des aides. Pas surprenant dit la banque. Forte volatilité des titres bancaires. Craintes d'une situation "autoréalisatrice".

C'est presque devenu banal pour les banques européennes : mercredi, Moody's a revu à la baisse la notation de KBC, la ramenant de Aa3 à A1 pour la banque et de A1 à A2 pour le groupe. Dans un communiqué, l'agence de notation justifie sa décision par "l'incertitude accrue" relative à la capacité du groupe financier de rembourser d'ici fin 2013 l'ensemble du capital injecté, dans le contexte de la crise financière de 2008, par l'Etat fédéral et la Région flamande, tout en atteignant le ratio de solvabilité "Core Tier 1" (fonds propres) de 8 % imposé par les règles prudentielles dites de "Bâle III".

Moody's constate en outre que le groupe KBC a enregistré des retards dans l'exécution de son programme de cessions d'actifs (essentiellement les filiales polonaises et aussi la société de gestion d'actifs KBL) et que les conditions de marché actuelles pourraient encore affecter négativement ce programme. L'agence de notation n'en reconnaît pas moins que la banque KBC jouit "de bons fondamentaux" et d'un "profil sain de liquidité".

Le ministre flamand du Budget, Philippe Muyters (N-VA) a souligné hier que rien n'indiquait que KBC ne rembourserait pas son aide à temps.

Du côté de KBC, on ne se montre pas surpris par l'annonce de cet abaissement et on souligne que les notes attribuées par Moody's sont désormais les mêmes que celles attribuées par les autres grandes agences de notation : Fitch en Standard&Poor's. "Moody's a simplement un train de retard, mais son approche est la même que les agences concurrentes", confirme Christophe Nijdam, analyste bancaire chez AlphaValue à Paris.

Ceci explique pourquoi cette nouvelle a eu un impact très limité sur l'action qui a clôturé en recul de 3,45 % à 14,7 euros. Elle a baissé alors que les valeurs bancaires européennes ont connu des fluctuations très importantes mercredi sans qu'il n'y ait une explication particulière si ce n'est peut-être qu'on vit de plus en plus dans la crainte de se trouver face à une "situation autoréalisatrice" où la panique sur les marchés commence à poser des réels problèmes aux banques. On l'a vu avec la rumeur plus ou moins démentie selon laquelle le conglomérat allemand Siemens avait retiré 500 millions d'euros de la Société générale. Autre symptôme des craintes : la paralysie sur le marché interbancaire, qui oblige la Banque centrale européenne (BCE) à être le prêteur en dernier ressort. Y compris en dollars grâce aux accords de "swaps" (échanges) de devises entre banques centrales.

"Heureusement que la BCE est là", note Christophe Nijdam. Mais continuera-t-elle à avoir cette même politique accommodante quand son président, le Français Jean-Claude Trichet, sera remplacé fin octobre par l'Italien Mario Draghi? Les marchés se posent la question surtout après la démission il y a une dizaine de jours du chief economist de la BCE, Jürgen Stark, qui a montré les tensions qui existent au sein même de l'institution de Francfort. "Il y a un petit risque que la BCE ne soit plus là. Cela perturbe tout le monde", poursuit Christophe Nijdam.

Et le climat d'appréhension est tel que les propos qui se veulent rassurants ne font qu'augmenter l'angoisse. Quand Michel Pébereau, le président de BNP Paribas, affirme que les banques françaises n'ont pas besoin d'une augmentation de capital, cela ne rassure personne. Et cela laisse carrément perplexes les analystes quand c'est Valérie Pécresse, la ministre française du Budget qui le dit, les analystes se demandant pourquoi elle prend la parole sur un sujet qui n'est pas de sa compétence.

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

